

Mise en œuvre de la péréquation nationale des tarifs de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 20/03/2026

3.1. Détermination des compensations prévisionnelles

Question 1 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif spécifique ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable à la méthode envisagée par la CRE.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif commun ?

Défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires considère qu'il est important que les recettes tarifaires dans un monde sans péréquation et dans un monde avec péréquation soient équivalentes. Les ELD doutent que la proposition de la CRE, basée sur le nombre de PCE, permette de respecter un tel principe.

Pendant la période de consultation, Gaz et Territoires a partagé avec la CRE de premières analyses sur un panel d'ELD. Gaz et Territoires souhaite poursuivre les échanges pour adopter une méthode pertinente.

Gaz et Territoires note déjà un écart entre la nouvelle méthode proposée (qui se base sur une moyenne pondérée par les PCE des 9 ELD pour calculer les dotations des ELD sans comptes dissociés) et la méthode traditionnelle (qui se base sur une méthode arithmétique des coefficients NIV des 9 ELD pour calculer l'ATRD commun). Si la CRE devait retenir une méthode fondée sur le nombre de PCE, Gaz et Territoires appelle à maintenir la méthode applicable jusqu'alors en retenant comme formule : « somme des dotations par PCE des 9 ELD ex-ATRD spécifique / 9 ».

3.2. Détermination des compensations définitives et fonctionnement du CRCP

Question 3 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations définitives ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La Commission de régulation de l'énergie prévoit la possibilité pour une ELD de demander un apurement de manière anticipée de tout ou partie de son CRCP dans l'hypothèse d'une évolution des charges ou des recettes d'une ELD en forte décorrélation avec celle rencontrée par GRDF en cours de période. L'apurement du CRCP conduirait donc à verser, en sus de la dotation prévisionnelle, une somme d'argent correspondant au montant du CRCP calculé par la CRE. Cette souplesse est bienvenue et Gaz et Territoires la soutient. Il pourrait également être prévu le cas inverse, à savoir un montant à verser à GRDF pour une ELD qui le souhaiterait pour ne pas avoir à rendre un solde de CRCP trop important en fin de période tarifaire.

En revanche, il n'est prévu aucune souplesse dans l'hypothèse d'une évolution importante de la grille de GRDF lors du changement de période tarifaire. En effet, les périodes tarifaires seront à priori toujours décalées entre les ELD et GRDF de sorte que lors du changement de période tarifaire de GRDF en 2028, il est possible qu'une marche tarifaire puisse être constatée avec une variation importante de la grille du tarif unique. Il serait dès lors souhaitable de prévoir une actualisation des dotations des ELD à minima tous les deux ans, à savoir lors du changement de période tarifaire pour GRDF ou pour les ELD. En effet, en présence d'une marche tarifaire importante, l'absence d'actualisation pourrait conduire à :

- Une problématique de trésorerie pour les ELD si la marche tarifaire de GRDF est négative ;
- La perception de dotations trop importantes pour les ELD si la marche tarifaire est positive.

Au-delà de la marche tarifaire, l'actualisation des dotations tous les deux ans se justifie aussi par les hypothèses prises pour calculer ces dotations prévisionnelles en début de période tarifaire : scénario haut / scénario bas. A titre d'exemple, si le scénario retient un coefficient K égal à +3% alors que le coefficient K effectif serait égal à -3%, cela générerait des écarts significatifs

pouvant entraîner des tensions de trésorerie importantes, tant pour GRDF que pour les ELD.

A noter que l'actualisation des dotations des ELD anciennement à l'ATRD spécifique devrait nécessairement s'accompagner d'une actualisation des dotations des ELD à l'ATRD commun.

3.3. Modalités de prise en compte des charges relatives à la péréquation du gaz dans la grille tarifaire nationale

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la prise en charge des surcoûts liés à la péréquation par la grille tarifaire de GRDF au 1er juillet 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable à la méthodologie proposée par la CRE concernant la prise en charge des surcoûts liés à la péréquation au sein de la grille tarifaire de GRDF qui deviendra la grille tarifaire unique. En effet, l'impact de la péréquation peut être isolé afin de ne pas contribuer à alimenter le montant du solde de CRCP.

Gaz et Territoires note que l'impact sur la grille tarifaire unique est négligeable pour le consommateur final et conforme aux estimations calculées par les ELD gazières lors de la phase de portage du dossier.

Gaz et Territoires considère que les éventuels frais de gestion supportés par GRDF au titre de la mise en œuvre de la péréquation, notamment au titre de la gestion comptable du dispositif, doivent être compensés à l'opérateur en les intégrant dans son revenu autorisé.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la modification de la formule d'évolution annuelle de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable à la méthode proposée par la CRE ajoutant un terme P à la formule de calcul de l'évolution annuelle de la grille afin de prendre en compte les impacts de la péréquation gazière.

3.4. Modalités de versement des compensations

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant les modalités de versement des compensations prévisionnelles ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires constate que la méthode proposée occasionnera un effet négatif de trésorerie pour les ELD. Néanmoins, et dans une logique de compromis, Gaz et Territoires n'est pas opposé à la proposition de la CRE s'agissant des modalités de versement des compensations. En revanche, un report du versement au-delà du 31/12/N occasionnerait des problématiques importantes de trésorerie pour les ELD. L'effet de trésorerie entre GRDF et les ELD doit être apprécié au regard de la taille financière de chaque structure et non en valeur absolue : les montants en jeu représentent une part beaucoup plus importante des recettes des ELD que celles de GRDF.

Gaz et Territoires estime que, afin d'objectiver les risques pesant sur la trésorerie, tant pour GRDF que pour les ELD, la délibération devrait prévoir la mise en place de conventions — éventuellement soumises à l'approbation préalable de la CRE — destinées à encadrer la mise en œuvre des principes définis par celle-ci. Au-delà des informations purement pratiques (renseignements s'agissant des comptes bancaires, adresses de contact, etc.), ces conventions permettraient d'encadrer les modalités opérationnelles de versement des dotations, en précisant notamment les indemnités applicables en cas de retards de paiement, que ceux-ci soient imputables à GRDF ou aux ELD.

Par ailleurs, le coût des éventuels emprunts contractés pour faire face à ces problématiques de liquidités, doivent être compensés in fine par le tarif.

Le document de consultation retient que les versements des compensations prévisionnelles doivent être effectuées « par GRDF aux ELD avant le 31 décembre de l'année N. » Par symétrie, il conviendrait aussi que, si des ELD doivent verser de l'argent à GRDF, elles le fassent

également dans les mêmes délais et non à une date antérieure ou postérieure.

4.2. Scénarios d'impact de la péréquation tarifaire sur le tarif ATRD7 de GRDF au 1er juillet 2026

Question 7 : Avez-vous des remarques sur les montants des compensations prévisionnelles et sur les scénarios d'impact de la péréquation tarifaire sur le tarif de GRDF au 1er juillet 2026 ?

Gaz et Territoires considère les montants des compensations prévisionnelles et les scénarios d'impact comme justes dans leur ordre de grandeur. Conformément à la réponse formulée à la question n° 2, des analyses complémentaires doivent être menées pour valider la formule proposée par la CRE pour les ELD anciennement à l'ATRD commun.

5. Structure tarifaire

Question 8 : Avez-vous d'autres remarques concernant les orientations envisagées par la CRE pour la mise en œuvre de la péréquation nationale des tarifs de distribution de gaz ?

L'article 75 de la loi de finances pour 2026 prévoit également l'élargissement du périmètre de la réfaction biométhane aux concessions historiques des GRD de moins de 100.000 clients. La mise en œuvre de cette évolution nécessite encore la publication d'un arrêté ministériel.

Le coût pris en charge par un gestionnaire de réseau de distribution au titre de la réfaction biométhane est plafonné à 600.000 euros. Pour les ELD anciennement à l'ATRD commun, cette somme représente souvent la totalité de leurs recettes tarifaires annuelles. Un mécanisme ad hoc doit nécessairement être prévu pour traiter les grands projets, c'est-à-dire ceux qui conduisent à une prise en charge par le GRD qui ne peut manifestement pas être financée par le cumul du tarif unique et de la dotation perçue. Sans un tel mécanisme, la couverture des coûts ne pourrait pas être assurée pour ces ELD.

La bascule de ces ELD à une logique d'exposition des charges auprès de la CRE (modèle « ELD avec ATRD spécifique ») ne peut se justifier par un seul projet exceptionnel dans son montant et sa périodicité. Gaz et Territoires a noté également l'intention de la Commission de régulation de l'énergie pendant la phase de consultation ATRD7 de vouloir limiter le nombre d'ELD sur le modèle de l'exposition des charges afin de limiter les coûts de gestion du système. Cette solution d'une bascule à un schéma d'exposition des charges ne nous paraît pas pertinente et en contradiction avec la volonté récemment exprimée par la CRE.

Gaz et Territoires appelle donc la CRE à prévoir la possibilité pour une ELD de demander une compensation ad hoc lorsqu'elle doit raccorder à son réseau une installation de biométhane bénéficiant d'une réfaction engendrant des coûts manifestement importants pour le GRD concerné rapportés à sa taille.

Une telle compensation, étant donné ces montants eu égard à la taille de l'entreprise et aux effets de trésorerie, devrait être versée au cours de l'année N ou, au plus tard, lors de la revue des dotations prévisionnelles tous les deux ans (comme souhaité par Gaz et Territoires).

Gaz et Territoires appelle la CRE à se positionner sur le traitement tarifaire d'une éventuelle mise en œuvre de l'élargissement du périmètre d'application de la réfaction biométhane : le positionnement préalable de la CRE est une donnée déterminante pour rendre effectif un tel élargissement. Gaz et Territoires rappelle que l'intention du législateur a été d'élargir le périmètre d'application de la réfaction étant donné la possibilité qui est donnée aux GRD de percevoir une compensation, dans le nouveau cadre péréqué, pour couvrir les coûts résultant de la réfaction.